



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie¹

Islam et politique au Koweït / Carine Lahoud-Tatar
éd. Presses universitaires de France, 2011
cote : 57.743

La thèse de sciences politiques soutenue par Madame Lahoud-Tatar, d'origine libanaise et diplômée de l'*Institut d'études politiques* de Paris, consacrée à l'islam politique au Koweït, est innovante car le sujet n'avait pas encore été traité en français.

L'auteur nous donne les clés de l'évolution interne des mouvements islamistes au niveau mondial, après l'avoir étudiée dans le microcosme koweïtien. On retiendra deux éléments qui peuvent servir aux spécialistes de l'expansion de l'islam dans la diaspora hors pays musulmans.

D'abord, comme la religion musulmane elle-même, « l'islamisme » est loin d'être monolithique. Ainsi les Frères musulmans, mouvement né en Égypte et ayant créé des rameaux diversifiés dans chaque État arabe, s'opposent aux Salafistes, appuyés en grande partie par l'Arabie saoudite ; de même ces formations sont soumises à des schismes redondants qui affaiblissent le rôle qu'elles veulent se donner auprès de leurs militants.

I- Etat du Koweït

Au XVIII^e siècle, des clans des tribus Bani Khaled et Anaza s'établissent à Kout qui deviendra Koweït ; un de leurs cheikhs nommé Al Sabah est chargé de l'administration du territoire, et un autre, Al Khalifa, du commerce ; ce dernier s'expatriera à Bahreïn où ses descendants régneront à partir de 1766. En 1896 le cheikh Moubarak le Grand s'impose à ses frères et signe un traité de protectorat avec Londres en 1899. En 1920, les Koweïtiens, attaqués par les Wahabites saoudiens, les vaincront. En juin 1961, l'État devient indépendant et est menacé par le Président Qassem ; Britanniques et Égyptiens repousseront les troupes irakiennes.

La famille régnante Al Sabah qui atteint 12 000 membres, dont dix d'entre eux constituent le Haut Conseil, a tendance à considérer l'État comme sa propriété. Les hautes fonctions échoient à la famille émirale, que la Constitution protège contre toute critique. Les Al Sabah pratiquent la redistribution de la manne pétrolière pour clientéliser les différentes strates de la société.

Néanmoins, depuis 1963, existe un parlement dont les membres représentent 450 000 électeurs (en 2009). Cette institution aura été dissoute 6 fois par les Émirats. La citoyenneté



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

koweïtienne était l'apanage des habitants intra-muros jusqu'en 1920. Puis Koweït-capitale fut découpée en six « rocades » qui encerclaient la ville. Au-delà de la 6^e rocade étaient établis les Bédouins, dont 200 000 seront naturalisés de 1965 à 1981, formant 65% de la population, partagée entre Sunnites et Chiïtes, ces derniers venant d'Iran, d'Arabie saoudite ou d'Irak.

Les Émirats ont une politique favorable aux femmes, mais c'est seulement aux élections de mai 2009 que, quatre d'entre elles, deux sunnites et deux chiïtes, sont devenues députées ; mais les mères koweïtiennes n'ont pas encore obtenu le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants nés d'un père étranger.

En 2006, éclate une crise de succession ; l'Émir Jaber Al Sabah ayant décédé, l'Émir Saad Al Salim lui succède à l'âge de 75 ans ; malade, il est destitué et l'Émir Al Ahmad Al Sabah (né en 1929) le remplace, nommant son frère Nawaf, Prince héritier et son neveu, Nasser Mohamed, Premier ministre, lequel présentera six fois de suite sa démission tandis que le Parlement sera dissous 3 fois de 2006 à 2009. L'occupation irakienne du Koweït du 2 août 1990 au 26 février 1991, où 150 000 Irakiens écrasèrent l'armée koweïtienne de 20 000 hommes, sera soutenue par l'OLP. La reconstruction sera immense du fait qu'écoles, hôpitaux, réseaux téléphonique, d'eau d'électricité furent détruits, ainsi que 700 puits de pétrole incendiés sur 1330 ; le coût se montant à 140 milliards de dollars. L'après-guerre entraînera une réduction radicale des immigrés, notamment, palestiniens, qui avaient pris fait et cause contre leurs hôtes !

II- Les Frères Musulmans au Koweït

En réaction à l'idéologie nationaliste arabe gauchisante et laïque, de 1960 à 1970, un courant de pensée néo-islamiste est importé au Koweït par des Frères musulmans égyptiens, fuyant les persécutions nassériennes. Ils créent une branche locale en 1952, des établissements d'enseignement d'où sortiront leurs militants et des coopératives où ils distribuent des produits bon marché pour les classes défavorisées, contrôlant peu à peu 80% du marché alimentaire. Ils sont officiellement reconnus par les pouvoirs publics et opèrent en toute légalité, sinon en toute visibilité. Ils investissent le champ politique à partir de 1991, se mobilisent contre le Gouvernement de 1986 à 1990, et se verront accusés de trahison par les Koweïtiens de souche en 1991 pour avoir soutenu Saddam. Il y aura alors une koweïtisation du mouvement des Frères musulmans, imposant un recrutement des affiliés plus national.

En même temps se dessine une compétition interne au courant islamiste entre les « Frères » et les oulémas salafistes. Cette rupture facilite l'émergence d'un critère de différenciation portant sur l'appartenance physique, les pratiques religieuses, la tenue vestimentaire et la construction idéologique. La mouvance salafiste fonde son identité sur l'appartenance exclusive au champ religieux contrairement aux « Frères » qui ont le projet d'investir la totalité du champ social et même du champ politique.

III- Les mouvements salafistes koweïtiens



Académie des sciences d'outre-mer

La diffusion du wahhabisme dans la société koweïtienne remonte à la fondation de l'État saoudien. D'abord, les familles qui s'y sont installées à partir du XVIII^e siècle venaient de la région centrale du Najd, lieu de naissance de ce courant de pensée.

Le salafisme apparaît au milieu des années 1960 comme extension du wahhabisme saoudien sous forme de cellules autonomes sans structure, ni hiérarchie, dans les mosquées, à partir des discussions sur les pratiques et la pureté religieuses, la tenue vestimentaire ou encore les questions de morale. Les Salafistes cherchent avant tout l'établissement du gouvernement de Dieu (*hukm Allah*) sur terre, en faisant usage des outils légaux et constitutionnels, pour proscrire la vente d'alcool, la mixité dans les cafétérias universitaires, les voyages mixtes à l'étranger, les danses publiques de femmes à l'occasion des fêtes nationales, l'octroi de la nationalité aux non-musulmans, la pénalisation de ceux qui critiquent Dieu, les prophètes et les compagnons.

En 1981, les Salafistes créent l'Association de la Revivification du Patrimoine islamique, calque de celle des Frères musulmans dans son organisation tenue secrète. En 1991, à la libération, certains, à l'imitation du Cheikh wahhabite saoudien Ben Baz, interprètent l'invasion irakienne comme « *une punition divine car les Koweïtiens se sont écartés du bon chemin de Dieu et ont répandu la corruption dans leur pays* ». Aussi de jeunes militants islamistes se mettent à surveiller les citoyens afin d'imposer les prescriptions religieuses. Des incidents impliquant des Islamistes ont lieu à Koweït City : magasins de vidéo incendiés, fusillades dans un cirque roumain, bûchers de cassettes de musique. Ces actes sont désavoués par de nombreux Salafistes qui n'admettent pas ces exactions et recommandent au contraire de ne pas s'opposer au Régime mais de se consacrer uniquement à la prédication et à l'acquisition d'un savoir religieux.

IV-La communauté chiite koweïtienne

Les Chiites ont été longtemps marginalisés ; aujourd'hui ils représentent le quart des citoyens koweïtiens, mais par le jeu des découpages électoraux, ils sont sous-représentés au Parlement (5 députés seulement sur 60). Ils appartiennent à la classe moyenne urbaine et ont été sensibles aux influences politiques venues d'Irak où leurs coreligionnaires appartinrent souvent au Parti communiste (comme au Liban) dans les années 1960, puis aux courants opposés des Ulémas de Kerbela (mouvement « Al Daawa ») ou de Najef, refusant la doctrine de l'Imam Khomeyni de préséance des clercs sur les élus laïques. Depuis 1979, l'Iran a privilégié les expatriés religieux se méfiant des Chiites libéraux. Cette communauté conteste pour une grande partie d'entre elle le régime de l'Émir.

La contestation islamiste a émergé de manière progressive : dans un premier temps, elle s'enracine dans le tissu social par le biais d'organisations formelles et de réseaux informels et construit ses cadres d'action dans le domaine culturel sur des questions de pureté du dogme et de pratiques religieuses. Elle est essentiellement le fait des Frères musulmans auxquels s'adjoint, à partir des années 1970, le courant salafiste d'obédience wahhabite, qui émerge dans l'espace des premiers. L'auteur montre comment l'activisme politique de ces mouvements religieux les professionnalise dans leur bureaucratisation et la participation de leur élite à l'opposition ou au soutien au Régime émiral. Mais comme dans le reste de la



Académie des sciences d'outre-mer

Région, l'emprise violente d'Al Qaïda se fait sentir sur des cellules d'activistes comme les « *Lions de la Péninsule* » qui kidnappaient des étrangers et les décapitaient.

On saura gré à Mme Lahoud-Tatar d'avoir rédigé des notes, parfois copieuses, sur le salafisme, le wahhabisme, et les biographies des personnes citées, d'avoir constitué une imposante bibliographie de 155 auteurs et de 200 ouvrages, et de s'être appuyée sur 55 entretiens originaux.

Christian Lochon